Registre des intérêts – Déclaration

Noms : Tartaglia **Prénoms** : Camilla

Groupe/parti : Alliance Montaine

a) Activités professionnelles *(fonction et entreprise) :
Doctorante en Sciences Politiques à l'Université de Lausanne

b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune *(conseil d'administration, fondation) :
NON

c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :
NON

d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :
Co-présidente des jeunes vert'libéraux vaudois, Membre du Comité directeur des Vert'libéraux Vaudois, Responsable du Groupe de travail sur la politique Européenne du PVL VD, Membre du Comité de Campagne pour le Conseil d'État de la candidate Virginie Cavalli, Membre du Comité directeur des Jeunes Vert'libéraux Suisse, Secrétaire Générale des Jeunes Vert'libéraux Suisses.

e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse *(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :
Sympathisante Opération Libero, Sympathisante Mouvement Européen Suisse

f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :
NON

g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):
Parcelle 2374

h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :
NON

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le
1 juillet 2026

Signature :

*Des exemples ont été ajoutés aux points a), b) et e) afin de faciliter la compréhension des renseignements demandés.

Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts
Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc…